TIZI-OUZOU

La daïra et les mairies de Tigzirt et Makouda fermées par les citoyens

Les citoyens du village El-Kelâa, dans la commune de Tigzirt, ont procédé, durant toute la matinée d'hier, mardi, à la fermeture, des sièges de la daïra et de leur commune pour protester contre le projet d'implantation d'un centre d'enfouissement technique près de leur localité. De leur côté, les habitants du hameau Akhendouk (Makouda), à 20 kilomètres au nord de Tizi Ouzou ont fermé la mairie pour exiger l'accordement de leur localité au réseau d'assainissement.

Les citoyens d'El-Kelâa réclament l'annulation pure et simple de la décision d'implantation d'une décharge publique (CET), à quelque trois cents mètres seulement des habitations.

Après maintes réunions avec les différents responsables qui se sont succédé aux affaires de la commune et de la daïra de Tigzirt, et ce, depuis le début des années 2000, époque où ledit projet a été inscrit, ces citoyens ont décidé, hier, de passer la vitesse supérieure.

Après avoir cadenassé les portes et portails des sièges de l'APC et de la daïra, les protestataires ont ensuite occupé la rue principale, l'avenue Ahmed-Cheffaï en l'occurrence, et ont sollicité la présence du chef de daïra. Leur exigence a été satisfaite en fin de matinée.

Le problème du manque d'eau potable est une autre revendication posée par les villageois, et le commis de l'Etat leur a promis de le régler dans les plus brefs délais. Par contre, pour ce qui est du projet du centre d'enfouissement technique, il leur dira que «c'est quelque chose qui le dépasse».

Dans une déclaration rendue publique, les citoyens du village El-Kelâa, qui se disent exaspérés par la décision des autorités locales de la daïra de Tigzirt de revenir à la charge, en maintenant la réalisation d'une décharge publique au lieu-dit Agni M'hella», ont réaffirmé, encore une fois, leur «ferme opposition au projet» pour les raisons déjà évoquées par le passé, à savoir «la dimension agricole de la zone, le ravage environnemental et sociétal».

Les rédacteurs de la déclaration, qui parlent de «négligence et de mépris», sollicitent les autorités concernées pour revoir le choix du terrain. Il est à signaler que les contestataires se sont dispersés dans le calme, après l'intervention du chef de daïra de Tigzirt, vers 12h et les sièges de l'APC et de la daïra ont été réouverts.

Par ailleurs, à Makouda, quelques citoyens du hameau Akhendouk ont procédé, durant toute la journée de mardi, à la fermeture de la mairie. Leur revendication ? Le raccordement de leur localité au réseau d'assainissement.

K. Bougdal

HADJOUT (TIPASA)

Un mineur de 17 ans assassine un gardien de 24 ans

C'est dans la nuit de lundi à mardi, que la police de Hadjout fut alertée par la découverte d'une personne gisant à même le sol dans une mare de sang.

Suite à l'intervention des services de la police judiciaire et de la Protection civile, la victime, encore en vie a été transférée des urgences de l'hôpital de Hadjout souffrant d'une plaie béante à la cuisse gauche.

Ce n'est qu'après son admission que la victime décéda, aux environs de minuit. La victime, B. B., âgée de 24 ans, gardien dans un chantier, et résidant à Hadjout, au douar Belahcen, fut découverte tard dans la nuit aux environs de 23 heures.

La police judiciaire a, sur la base de ces menus renseignements, intensifié les recherches, en mettant sur place deux brigades d'investigations, qui activèrent sans relâche.

Les investigations ont permis d'appréhender le dénommé O. H., 17 ans qui a des antécédents judiciaires, connu sous le sobriquet de «Zombreto», demeurant à Hadjout, hai Maâmar Belaid.

Ce mineur, arrêté dans son domicile paternel, avoua en présence de ses parents, le crime dont il est accusé. Il dira que c'est en voulant se défendre qu'il blessa sa victime à l'aide d'un couteau, en lui tailladant largement la cuisse au niveau de la veine.

La police s'est forgée sa propre opinion sur ce crime, en s'interrogeant sur le caractère inégal de cette rixe, et admettant que le criminel aurait pu être «aidé» dans son forfait.

L'enquête étant toujours en cours. De folles rumeurs courent à ce propos dans la ville de Hadjout.

Houari Larbi

15e ÉDITION DES JOURNÉES DE FORMATION MÉDICALE CONTINUE À YAKOUREN

Une tribune d'action et d'expression

L'ACMA (Association du corps médical d'Azazga), association à caractère régional regroupant des praticiens de différentes spécialités, organise ce week-end ses 15es journées de formation médicale continue à l'hôtel Tamgout Yakouren.

Une tribune d'action et d'expression présidée par le Dr Arab Mohand Saïd, exerçant à titre libéral depuis une quarantaine d'années dans la localité d'Azazga, aidé, faut-il le souligner, dans ses tâches par, entre autres, les Dr Sebsadji, Younès Chaouche, Chérifi… Toujours dans l'action, et ce, malgré les aléas subis durant la décennie noire où les canaux de formation et d'information se comptaient sur les doigts d'une seule main.

Il faut lui reconnaître donc une régularité depuis une quinzaine d'années, date de sa création, dans la formation, avec un impact non négligeable sur la cohésion et la mise à jour du corps médical.

Le rendez-vous de ce week-end traitera des thèmes ayant un rapport avec la pratique médicale usuelle. Plusieurs conférenciers, dont la plupart sont chefs de service au CHU, ont été invités pour animer les séances de travail étalées sur deux jours, les 17 et 18 juin, entrecoupées de débats.

On citera les Pr Aines, Boukais, Hasbellaoui, Saheb, Zemirli et les Dr Chahed, Laras, Hameg, Daoudi… connus pour leurs travaux. Cela permettra un véritable échange d'expériences et de points de vue. Sans doute est-ce là l'objectif essentiel des organisateurs. Les conférenciers aborderont chacun dans sa spécialité des sujets aussi variés qu'intéressants. Des thèmes comme le diabète, l'asthme, les hémorragies digestives, les maladies des nerfs, la douleur, la pression artérielle... La chirurgie dentaire ne sera pas en reste, puisqu'il sera question de la cellulite cervico-faciale et les urgences aux cabinets dentaires, entre autres.

On comptabilisera 23 interventions lors de la première journée d'une durée de 15 à 30 minutes. La deuxième journée verra seulement 8 interventions puisque la clôture de cette rencontre est prévue à 13h.

F. B

La polyclinique bientôt réceptionnée à Tizi-Gheniff

Les travaux de la polyclinique de Tizi-Gheniff (60 km au sud de Tizi-Ouzou), implantée près de «La cité du stade», seront entièrement achevés avant la fin de ce mois de juin, a-t-on appris du P/APC, M. Djidda.

«Une fois achevée, elle sera équipée, le plus tôt possible, de moyens humains et matériels nécessaires à son fonctionnement.» Cette infrastructure de santé, tant attendue par les citoyens de toute la daïra, devait être réceptionnée depuis plusieurs mois déjà, mais le wali de Tizi-Ouzou, en visite de travail dans la commune au mois de janvier dernier, avait exprimé son insatisfaction quant à la qualité de l'ouvrage et ordonné de refaire les travaux de finition.

Sa mise en service soulagera les habitants des communes de M'kira et de Tizi-Gheniff des déplacements pénalisants à la polyclinique de la ville de Draâ-El-Mizan, distante d'une vingtaine de kilomètres pour les premiers et d'une douzaine de kilomètres pour les seconds.

Kaci Moussaw

SIDI-BEL-ABBÈS

Les travailleurs de Safa-Dahra interpellent le président

Après avoir épuisé toutes les actions, les travailleurs de la pépinière Safa-Dahra de Sfisef (Sidi-Bel-Abbès) interpellent le président de la République.

Selon eux, sept mois de salaire ne leur ont pas été versés malgré leurs réclamations, et la dernière rencontre entre le directeur de la Société Générale, et l'inspecteur du ministère de l'Agriculture qui leur avaient donné rendez-vous au mois de mai pour la régularisation de leur situation. Le mois ayant expiré, les travailleurs attendent toujours leurs salaires et se débattent dans la précarité. Dans leur pétition, les travailleurs interpellent le président de la République sur ce sujet qui dure depuis 2005 avec des retards récurrents dans le versement de leurs salaires. «A chaque fois, disent-ils, nous restons sans salaire pendant plusieurs mois et à chaque fois, nous entamons des actions de contestation pour obtenir gain de cause. C'est pourquoi, cette fois nous en appelons au Président pour un règlement définitif de ces retards qui nous enlisent dans les dettes et la précarité.»

A. M.